51e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 26 28 JUIN 1934

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Un grand homme d'Etat catholique : Oliveira Salazar. — Comment le Portugal a été retiré de l'anarchie financière et politique. — Exemples à méditer. — II. De la crise générale du parlementarisme. — Revue des pays qui ont adhéré à un régime « autoritaire ». — III. Le cas de la France : allons-nous à un Troisième Empire ? Un livre de M. Lasbax sur ce sujet. — IV. La position des catholiques. — Ce qu'ils condamnent dans le régime économique et politique actuel. — V. Manifeste d'un groupe de hauts intellectuels catholiques de France sur la crise. Analyse du mal. Vues d'avenir. Il faut commencer par réévangéliser les masses, pour aboutir à un ordre chrétien.

I

Au milieu du désordre universel des nations, ce n'est pas sans joie, ni sans profit, que l'on contemple un pays en pleine convalescence, après la plus grave maladie, afin de tâcher d'y surprendre les lois de la santé publique des peuples. C'est une joie de cette nature que nous donne en ce moment le Portugal.

Beaucoup de nos lecteurs en sont peut-être restés, au sujet de la République portugaise, à l'impression fâcheuse que laissaient naguère dans les esprits les récits périodiques des journaux sur les agitations, les coups d'Etat, les crises de toute nature qui venaient régulièrement la bouleverser et attester l'état d'anarchie endémique où elle se débattait.

Cette impression est à corriger complètement. Le Portugal est en passe de devenir l'un des pays les mieux administrés du monde et l'un des plus heureux, en même temps que des plus prospères. Comment s'est produit un tel changement, à quel nom rattacher une si rapide transformation, quel fut le secret du « magicien » qui opéra cette résurrection, c'est ce que nous voudrions essayer de dire, en résumant ici un bel article de Maurice Lewandowski, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er juin. Cet article est intitulé : « Une expérience de redressement. — *M. Oliveira Salazar*, Maître de l'heure au Portugal. »

Pour bien comprendre la portée de cette étude, rappelons-nous d'abord les péripéties de l'histoire portugaise depuis un quart de siècle. C'est la crise économique qui a emporté la dynastie, entre 1908 et 1910. On se souvient que dom Carlos, monté sur le trône en 1889, fut assassiné le 1er février 1908 ainsi que le prince héritier. Un de ses fils, dom Manoel, réussit cependant à monter sur le trône au cours de la même année. Mais son règne fut court et agité ; il dut abdiquer en 1910 et la République fut proclamée, sous la présidence de Théophilo Braga. Depuis ce temps-là, il y eut encore maintes tentatives de révolution, en particulier en 1911 et 1912, puis de 1917 à 1927, et plus récemment en 1931. On peut dire que depuis 1926 le pays est soumis en somme à un régime dictatorial. C'est dans de telles circonstances qu'est apparu l'homme providentiel qui sera salué par l'histoire, si Dieu lui prête vie, comme le sauveur de sa petite patrie au grand passé.

On estime que depuis la chute de la royauté, il n'y a pas eu moins de 22 crises ministérielles, civiles ou militaires, avant d'arriver au gouvernement actuel, qui a déjà six ans d'existence. En ce moment, c'est le général Carmona qui est Président de la République. Il se charge du maintien de l'ordre public et il laisse travailler en paix son ministre des Finances, Oliveira Salazar, devenu récemment Président du Conseil.

Le régime parlementaire, qui ne donnait que déceptions, a été pratiquement remplacé par un gouvernement d'Union nationale. On ne peut pas dire qu'il y a dictature, au sens péjoratif de ce mot ; on ne voit pas au Portugal un pouvoir dressé, au nom d'un parti victorieux, à la suite d'une révolution triomphante, sur les ruines des libertés publiques.

M. Salazar est incontestablement un chef, mais il n'a jamais manifesté la moindre ambition personnelle ; son nom n'a jamais été associé à la moindre violence. « Je ne suis, a-t-il dit lui-même, qu'un simple professeur qui désire contribuer au salut de son pays, mais qui ne peut échapper, parce que sa nature ne le lui permet pas, à certaines limites d'ordre moral, même dans le champ politique. »

S'il y a dictature, c'est d'une dictature de la confiance qu'il s'agit. Le Portugal se débattait contre des difficultés financières presque insolubles. Il devenait nécessaire de mettre de l'ordre dans la maison, sous peine de courir à la banqueroute et à la ruine. La tâche a été confiée au professeur Salazar. Il a su s'en acquitter supérieurement, à force de travail, d'esprit de justice, et, ce qui

ne gâte rien, d'esprit de foi, car c'est un grand chrétien et il ne s'en cache pas. Il ne veut connaître d'autre base d'action que l'Evangile. Il est un de ceux qui croient que l'humanité a fait fausse route, le jour où le culte de l'argent a fait place, dans nos civilisations occidentales, au culte que Jésus avait apporté au monde et qui se résume en deux mots : amour de Dieu et amour du prochain. Il est convaincu que la cupidité est la plaie des sociétés modernes, et que c'est elle qui ronge toutes les institutions, même les meilleures, et qu'au surplus les institutions valent surtout ce que valent ceux qui les appliquent. M. Salazar ne sépare pas, dans son œuvre, le relèvement moral et le facteur religieux, de la réforme politique et financière ; c'est en cela qu'il mérite le titre qu'on lui donne en son pays : « Un saint qui s'est fait homme d'Etat, » car cet homme n'aspire qu'à être le grand chef moral de son pays. Puissent de tels hommes se multiplier dans tous les pays, et notamment en France, car ce sont eux et eux seulement, les fils de l'Evangile du Christ, qui sauveront la civilisation occidentale.

On raconte que Louis Veuillot répondit fièrement à de nobles personnages qui se vantaient de *descendre* d'ancêtres illustres : « Moi, je *monte* d'un tonnelier ! » Salazar pourrait dire de même qu'il « monte » d'un paysan. Son père était un petit agriculteur au village de Santa Comba Dao, province de Beira Alta. Né en 1889, il ne dépasse pas encore 45 ans, la pleine force et la pleine maturité. Il se destinait d'abord, semble-t-il, au ministère sacerdotal. Il fit en effet ses premières études dans la capitale de sa province, la petite ville de Viseu, qui compte un peu plus de 8.000 habitants et se trouve en plein pays montagneux, et il y fréquenta les cours du séminaire. Mais en 1911 il devient élève de droit à l'Université de Coïmbre ; il y prend son grade de docteur et y reçoit, dès 1916, une chaire d'Economie politique. Là il s'affirme un vrai maître et conquiert les cœurs de ses étudiants ; en même temps il se mêle étroitement à la vie catholique de la cité et de tout le pays. Il y a un préjugé qui court en France et ailleurs : c'est que les hommes d'énergie ne poussent pas « à droite, » que la graine de dictateur ne prend que dans les terrains « de gauche. » On cite Bonaparte, Mussolini. C'est un grand malheur que l'on puisse dire cela ; et c'est une preuve que notre culture évangélique n'est pas assez poussée, que nos jeunes gens ne connaissent pas assez une religion qui est celle du courage et du travail. Heureusement des hommes tels que Salazar en Portugal, Dollfuss en Autriche, Gil Robles en Espagne, sans parler des grands chrétiens tels que Foch et Castelnau en France, prouvent que le christianisme n'est pas une foi à l'usage seulement des « poules mouillées. »

C'est par les organisations catholiques que Salazar est arrivé à s'imposer. Il fut au premier rang de ceux qui défendirent le christianisme contre les attaques de la démagogie anticléricale. Mais il eut soin d'arborer toujours fièrement son étendard, comme d'autres ont soin de le mettre dans leur poche. Il figure au nombre des fondateurs du Centre catholique portugais. Il fait du journalisme et écrit dans *As Novidades* qui s'est donné pour mission de combattre l'anarchie des mœurs et de la politique. Il est si bien, un jour, l'homme nécessaire, qu'il est appelé en 1928, par le parti militaire, maître du pays, à remplacer le ministre des finances impuissant et à conjurer la crise.

Ne nous figurons pas cependant un homme qui se prodigue au dehors, un homme qui fait parade de grandes convictions tout en recherchant des buts personnels, un homme à la poursuite de la popularité par tous les moyens. Salazar ne serait pas ce que nous avons dit, « un saint devenu homme d'Etat, » s'il était possédé du démon des ambitions terrestres. C'est avant tout un homme de devoir, un modeste, un grand laborieux, un ardent qui brûle par le cœur et ne se répand pas en belles phrases :

« M. Salazar, écrit M. Lewandowski, mène une existence très retirée du monde, dans un foyer solitaire, retraite qui s'accorde parfaitement avec sa conception du devoir ministériel. Serait-il possible pour un ministre, dit-il de lui-même, d'aller partout présider des banquets, cérémonies, solennités, paraître dans toutes les fêtes et réceptions ? Où trouverait-il le temps, après toutes ces festivités, d'effectuer une tâche, sa tâche ? D'ailleurs, ajoute-t-il, « l'homme d'Etat qui veut être juste, qui prétend rénover la mentalité d'un pays, ne peut sentir vaciller sa main, au moment où il est appelé à prendre une disposition qui peut être favorable ou préjudiciable à l'homme qu'il connaît de près, dont il accepta le dîner, avec lequel il a parlé dans son cabinet. »

Que voilà un scrupule rare ! Diogène cherchait un homme. Nous avons trouvé un ministre honnête homme ! Comme cela nous change de certaines compromissions, dont nous ne connaissons que les plus voyantes, mais peut-être pas les plus graves et les plus scandaleuses !

C'est aussi un préjugé très répandu qu'un homme d'Etat moderne doit soigner son public, qu'il lui faut une publicité, une « claque, » qu'il ne peut rien s'il ne flatte l'opinion. M. Salazar fait mentir les conceptions de cette nature. Il « fuit délibérément la popularité. » Il se montre rarement à la foule. Ses admirateurs aimeraient à le voir tirer de sa présence des effets politiques ; mais il résiste à ses partisans eux-mêmes, semblable en cela au Christ qui suivait son chemin, sans se livrer aux acclamations populaires, encore moins aux naïves ambitions de son entourage. Il préfère demeurer dans un effacement voulu et constant. Il agit, cela suffit. Il évite les manifestations bruyantes, dont le seul but serait de se faire acclamer. Il est amené sans doute à faire à travers le Portugal des voyages plus ou moins fréquents ; mais il ne se fait pas annoncer où il passe, il ne désire pas qu'une fanfare sur-

gisse à chacune de ses entrées dans les villes ou les bourgs. S'il se rend à son village natal ou à sa cité universitaire, c'est en voyageur ordinaire, tout seul, sans secrétaires ni gardes. Il entend les gens parler de lui dans le train, sans le reconnaître. On cite ses actes administratifs, les exemples de désintéressement qu'il donne à la nation, et l'on ne se doute pas que ce voyageur jeune, au visage ascétique, au regard vif, habillé de noir et soigneusement rasé, modeste et impersonnel, dont le chef s'encadre de cheveux blancs précoces, est précisément le « maître de l'heure, » le Président Salazar.

Sa vie solitaire, quand il est à Lisbonne, se déroule dans une maison de la rue Funchal, calme et bourgeoise, entourée d'un petit jardin où l'on voit de belles fleurs, une de ses passions. C'est là qu'il travaille jusqu'à une heure avancée de la nuit. Son cabinet est sobre et ordonné, avec quelques dossiers qui seuls donnent une idée de l'intensité de son labeur quotidien et de la gravité des affaires dont il a la charge. Ajoutons que Salazar est resté célibataire et que rien ne vient le distraire de sa mission, qu'il conçoit avec tout le sérieux du prêtre qui n'a d'autre famille que les âmes qui lui sont confiées. Il passe, à certains jours de la semaine, quelques heures au ministère des Finances. Il y reçoit exceptionnellement une Commission qui vient lui faire des rapports d'affaires, ou les directeurs généraux lors de l'expédition du courrier, les diplomates accrédités à Lisbonne. Deux fois par an, il assiste à des dîners officiels, celui que le Président de la République offre au corps diplomatique et celui que le Nonce apostolique, Doyen du corps diplomatique, offre au gouvernement. S'il est un ami du théâtre par goût, M. Salazar n'y est pas allé plus de six fois en six ans depuis qu'il habite la capitale.

Un seul fait donnera une idée de son parfait désintéressement : il se contente d'un modeste traitement de 5.000 escudos. Or un jour, en arrivant au ministère des finances, il se casse une jambe. Transport à la clinique, opération longue et délicate. Le gouvernement lui fait savoir que le Trésor public prendra à sa charge les frais de son accident, survenu dans l'exercice de ses fonctions, et s'élevant à 8.500 escudos. Il refuse, et comme il est sans fortune personnelle, il emprunte à des amis la somme nécessaire, sans vouloir être en rien à charge à l'Etat. Evidemment, de telles vertus sont rares, très rares, dans les hautes sphères gouvernementales. M. Salazar a pu dire de lui-même, dans la préface d'un livre qui lui est consacré :

« Cet homme qui fait partie du Gouvernement ne voulait pas gouverner. Député, il a assisté à une séance et n'est jamais retourné au Parlement. Il a été ministre ; après cinq jours il est parti et ne voulait pas revenir. On lui a donné le gouvernement, il ne l'a pas conquis, du moins à la manière classique et bien connue chez nous. Il n'a pas conspiré, il n'a commandé aucun groupe, il n'a pas intrigué, il n'a vaincu aucun adversaire par la force organisée ou révolutionnaire. Il ne s'appuie apparemment sur personne et s'adresse souvent à la nation, entité trop abstraite pour être un appui efficace. Rester ou partir a tout l'air de lui paraître indifférent, et cependant il reste. Il reste depuis si longtemps et il le fait si tranquillement qu'on dirait qu'il menace de ne plus jamais s'en aller. Il supporte les labeurs du gouvernement, il souffre les injustices, les insultes des exaltés, les dépits, les rages des impuissants. Il avale de temps en temps sa dose de « crapauds vivants », nourriture obligatoire des politiciens. »

Ceux qui liront ces lignes nous diront s'ils n'y trouvent pas la marque d'une douce et sereine philosophie du pouvoir, qui s'enracine dans la certitude que le *contingent* ou domaine de la politique n'a de valeur et, du reste, de solidité et de raison d'être qu'en se fondant sur l'*absolu* qui est le domaine de la religion !

Mais comment a opéré cet homme d'Etat, si différent de ceux que nous voyons à l'œuvre tout au long de l'ère du machinisme ?

C'est en août 1928 que Salazar est appelé à Lisbonne comme ministre des Finances. Le président du Conseil d'alors est M. Freitas. La situation financière et économique est franchement lamentable. Les budgets sont régulièrement en déficit, les services publics fonctionnent mal, la dette est très élevée, on fait appel à l'emprunt surtout pour boucher les trous du budget annuel, ce qui est une hérésie financière. Les impôts sont arbitraires et mal répartis, les créanciers de l'Etat ont de plus en plus peur de la faillite. La fraude fiscale sévit en grand. Voilà pour les finances.

Dans le domaine économique, tableau à peu près semblable : outillage public insuffisant, réseau ferré non encore unifié, système routier mal entretenu, ports à peine équipés, impossibilité, faute de moyens financiers, de songer avant longtemps à une amélioration sensible de cet état de choses.

La situation est si mauvaise que le gouvernement en détresse fait appel à la Société des Nations. Genève envoie des délégués, qui estiment un redressement possible, mais qui veulent avant tout instaurer un contrôle international des finances d'Etat, pour rassurer les prêteurs étrangers. Devant cette proposition, la fierté nationale se cabre, et le projet est abandonné. Mais le Portugal n'a plus qu'une ressource : se réformer lui-même et faire sans le contrôle étranger ce qu'il aurait fait sous ce contrôle.

C'est dans ces conditions que le gouvernement fait appel au professeur Salazar. On lui accorde les pleins pouvoirs, on a foi en sa droiture comme en sa science économique ; il n'y aura point de meute parlementaire à ses trousses. En deux mois, il met sur pied un budget strictement équilibré, pour 1928-1929. Il a fait d'abord 140 millions d'économies ; il a trouvé d'autre part 200 millions de recettes nouvelles au moyen de taxes commodes

à percevoir. Chose curieuse : la confiance est si bien revenue qu'au lieu d'un simple équilibre, qu'il visait à obtenir, il aura un solde actif de 285 millions d'escudos à la fin de l'exercice.

Mais il ne s'agit pas, pour M. Salazar, d'un tour de force passager : il veut faire œuvre durable. Il introduit donc des méthodes nouvelles dans la gestion des deniers de l'Etat : recettes et dépenses figurant toujours en regard les unes des autres, ouvertures de crédits subordonnées à l'annulation de dépenses par ailleurs ou à l'accession de nouvelles recettes ; en un mot, retour aux principes d'une saine administration, et surtout ferme volonté de faire passer dans les actes les résolutions prises. Dans l'établissement de l'impôt direct, pas d'innovations dangereuses ou irritantes, mais l'appel pur et simple aux signes extérieurs de la fortune. Impôts indirects soigneusement remaniés. En ce qui concerne les dépenses, réduction du personnel, amélioration du fonctionnement des services. Une idée intéressante de M. Salazar est celle de l'institution d'une Intendance générale du Budget qui n'a d'autre but que de rechercher constamment si le fonctionnement normal des services ne pourrait pas être obtenu à moins de frais.

Voyons maintenant les résultats. En dépit de la crise, qui frappe le Portugal comme les autres pays, les budgets de M. Salazar, depuis 1928, se sont tous clôturés avec des excédents variant de 40 à 285 millions d'escudos. Il a été remboursé pour 1900 millions de dette flottante, et cette dette sera complètement éteinte au 30 juin 1934. La dette à la Caisse générale des dépôts a été ramenée de 584 à 247 millions d'escudos, et elle est très inférieure aux avoirs du Trésor à la Banque de Portugal ou à l'étranger. Le cours de l'Extérieur a passé, à Londres, pour le 3 %, de 48 en 1931 à 75 actuellement (sensiblement le cours du 3 % français), et l'Etat portugais s'apprête à lancer un large emprunt de liquidation à 4 1/2, alors qu'il ne trouvait que péniblement à emprunter, en 1929, à 6 3/4.

Mais M. Salazar ne perd pas de vue que les finances ne sont qu'un moyen et non une fin. Il s'agit de développer l'activité économique du pays et pour cela de l'outiller. Depuis qu'il est aux affaires, les routes sont réparées, les chemins vicinaux refaits, les ports agrandis, le réseau téléphonique développé, les bâtiments scolaires multipliés. L'aviation commerciale s'organise, un plan décennal de travaux publics est en cours d'exécution.

Au point de vue monétaire, le gage de la monnaie a été élevé jusqu'à 42 % de sa valeur nominale, dont plus de 30 % d'or métal. La réserve d'or a passé de 2 à 7 millions de livres-or.

La conclusion de ce magnifique effort a été tirée en ces termes par M. da Silva :

« Le Portugal a affirmé, par son redressement financier, que des possibilités immenses lui appartenaient, heureusement encore, pour garder sa vieille place dans le monde. Et il a montré une fois de plus que pour arriver à de bonnes finances, la difficulté n'est point, comme le veut certain préjugé, de réussir je ne sais quels tours de prestidigitation, aux supercheries plus ou moins soupçonnées, mais, au contraire, qu'il n'y a d'autres miracles en finances que ceux qui viennent de la clarté, de la fermeté et de la sagesse. »

C'est parce qu'il est apparu à tous, au Portugal, que l'habile ministre des Finances était autre chose qu'un financier et qu'il avait la taille d'un grand homme d'Etat qu'il a été appelé, en conservant son portefeuille, aux hautes fonctions de Président du Conseil. Et ici, il faut louer sans réserve le sens patriotique du Président de la République, le général Carmona, que n'offusque en rien la popularité immense de son ministre et qui ne cherche qu'à encourager et à grandir l'admirable collaborateur qu'il a su se donner. Aussi, par une juste réciprocité, M. Salazar ne cesse-t-il d'attirer la reconnaissance du pays sur le Président, en déclarant « qu'il a consolidé le principe de l'autorité suprême, en donnant à l'action de la dictature la continuité nécessaire. »

Comme simple ministre des finances, M. Salazar avait déjà su s'imposer à ses collègues en exigeant le droit de regard dans leurs ministères, pour tout ce qui pourrait intéresser les recettes ou les dépenses de l'Etat. Mais il a fait mieux : il a doté son pays d'une nouvelle Constitution. Il est curieux de remarquer que ce grand réaliste, cet homme droit et probe, n'a qu'une médiocre admiration pour le parlementarisme proprement dit [1] : il estime que le parlementarisme est le règne des incompétences et qu'il peut souvent représenter la tyrannie d'en bas. Il est de l'avis de Taine, que 10.000 ignorances accumulées ne font pas un savoir, que le suffrage universel ne peut pas être la mesure du bien et du juste en matière technique de finances et de gouvernement.

Le Portugal vivait jusque-là, en théorie, sous le régime de la Constitution de 1911, qui avait institué le régime parlementaire, avec une Chambre des députés, un Sénat, un Président de la République élu pour 4 ans. Mais ce système ayant démontré son impuissance par le nombre des abus qui ravageaient le pays, M. Salazar lui a substitué un système nouveau, la Constitution de 1933. Ce régime comporte deux Assemblées : 1° une Assemblée nationale, comprenant 90 députés élus au suffrage universel, c'est-à-dire par tous les hommes et les femmes chefs de famille. Cette Chambre exerce son contrôle sur l'administration, elle fait les lois. Mais l'indépendance du pouvoir exécutif est strictement préservée de ses atteintes ;

[1] « Je déteste, dit-il, les discours creux, verbeux, les interpellations tapageuses et vides, l'exploitation des passions, non pas autour d'une grande idée, mais autour de futilités, de vanités, de riens au point de vue de l'intérêt national. Naturellement il pourra y avoir de bonnes suggestions, mais surtout beaucoup de phrases, beaucoup de mots. Comme petit Parlement, et celui ci utile et productif, le Conseil des ministres me suffit. »

elle ne peut pas renverser les ministres, aussi longtemps qu'ils gardent la confiance du chef de l'Etat ; — 2o une Chambre des corporations, analogue à celle que l'Italie est en voie d'organiser, semble-t-il, et dont il est question un peu dans tous les pays. Cette Chambre comprend des représentants des Chambres de commerce, des Syndicats industriels et agricoles, des Universités, des Banques, etc. Cette seconde Chambre n'a pas de pouvoirs législatifs et ses avis n'ont qu'une force consultative Elle équivaut, en somme, à une commission d'experts auprès du gouvernement.

Le Président de la République est élu pour sept ans, avec des attributions qui font surtout de lui le chef de l'armée et lui donnent la responsabilité du maintien de l'ordre public. En outre, il nomme le Président du Conseil qui, à son tour, choisit ses ministres. Ces derniers ne sont responsables que devant lui et non devant les Chambres.

Comme on le voit, le rôle de la Chambre des députés se borne à la préparation des lois et au contrôle administratif. Mais le Président du Conseil seul peut prendre des sanctions, si une administration se révèle négligente.

Evidemment, ce système est un système dictatorial. Mais M. Salazar tempère ce qu'il y a de dur dans le terme de « dictateur » par l'effacement total de sa personnalité, par l'absence de toute ambition particulière, par le dédain de toute mise en scène, par le souci unique de servir l'Etat et le Pays. Il donne ainsi un exemple mémorable et qui ne pourra manquer d'être suivi. Il crée un précédent de la plus haute importance ; il ne sera pas facile après lui d'instaurer, sur les degrés de la dictature, la statue d'un vulgaire ambitieux ou d'un profiteur.

Il faut ajouter que M. Salazar a l'art de s'entourer de collaborateurs de premier ordre, choisis par lui pour leur compétence et leur esprit de dévouement à la cause publique.

A y regarder de près, la Constitution dictatoriale de Salazar est calquée non point sur le système de Mussolini ou de Roosevelt, comme le pense l'auteur de l'article que nous analysons, mais plus simplement sur le gouvernement de l'Eglise catholique. Le pouvoir du Pape est dictatorial. Le pouvoir de l'évêque dans son diocèse ou du supérieur religieux dans un couvent, est dictatorial, lui aussi. Mais il contient sa norme de sagesse en lui-même, en ce sens que l'exercice du pouvoir est regardé, dans l'Eglise, comme une *charge* d'âmes, un *onus* encore plus qu'un *honor*, et en ce sens que le supérieur, sûr d'être responsable devant Dieu, s'efforce d'apporter dans ses fonctions toute la conscience, l'intelligence, la sagesse et la prudence dont il est capable.

L'inspiration profonde de M. Salazar est de nature religieuse et morale. C'est ce qui fait sa force.

Une des caractéristiques du régime qu'il a établi, c'est la suppression des anciens partis. Il semble qu'il ait aperçu ceci, qui est la vérité psychologique et politique de l'existence des partis : dans chaque parti il y a des têtes, qui représentent des idées et souvent des idées utiles, et il y a la masse des adhérents, qui représente des intérêts et souvent des intérêts inavouables. Il s'ensuit que l'existence des partis crée l'esprit partisan, c'est-à-dire sectaire et obtus, buté contre la vérité et souvent contre l'évidence, car l'idée y est prisonnière du nombre et des intérêts.

Il est donc utile de faire appel à des personnalités ayant des points de vue différents, mais qui n'aient pas à leurs trousses des partisans qui les harcèlent et les chargent de toutes leurs passions et de toutes leurs revendications particulières. C'est ce qui arrive quand on fond les chefs de parti dans un ministère d'Union nationale. Tout chef de parti qui accepte de fusionner ainsi fait preuve de largeur d'esprit et de patriotisme. Tout chef de parti qui s'exclut de l'Union nationale se révèle incapable de faire passer l'intérêt général au-dessus de ses théories utopiques ou de ses passions sectaires. M. Salazar n'admet donc qu'un gouvernement d'Union nationale, où toutes les nuances de l'opinion publique soient représentées, mais où l'on ne s'occupe que d'organiser la nation. En somme, pour lui, c'est l'Union nationale dont il se déclare le serviteur, qui incarne seule l'idée de dictature. Une telle dictature tire sa force et sa solidité de ce qu'elle s'appuie sur la nation entière, contre les partis.

Comme nous ne pouvons fixer la couleur d'un programme sans nous référer à nos divisions habituelles, il nous faut, pour situer M. Salazar au point de vue politique, dire ce qu'il pense du socialisme d'une part et du fascisme de l'autre.

Du socialisme, il ne pense aucun bien. Il n'éprouve pour cette doctrine que dédain. Il regarde le socialisme d'Etat comme un système paresseux et bourgeois, qui flatte le délire bureaucratique du commun des hommes et le désir de se soustraire aux responsabilités personnelles. Il n'est rien de plus commode, en effet, que de réduire tout le monde à la situation de fonctionnaire de l'Etat, de faire vivre tout un peuple aux crochets de l'Etat, avec la certitude de toucher des appointements à la fin du mois, sans nulle préoccupation de faillite ou de ruine. C'est là une conception enfantine de la vie et de la société humaine.

Au fascisme, M. Salazar reproche l'appel constant à la force, et parfois à la violence. Le procédé du fouet ou de la trique lui paraît le pire des systèmes de gouvernement. Il convient de faire appel à la raison, à la persuasion, aux vertus nobles de l'esprit et du cœur, dans un peuple civilisé. La démocratie flatte les bas instincts, si elle n'est pratiquée sur une base profondément morale et religieuse. Il n'y a de démocratie viable qu'une grande démocratie chrétienne fondée sur l'Evangile de Jésus-Christ. Nous n'en sommes pas là, hélas ! nulle part. D'où la nécessité du régime d'autorité Mais M. Salazar préconise une autorité paternelle, celle de la charité, de la science, du

dévouement. « La violence, dit-il, procédé direct et constant de la dictature fasciste, n'est pas applicable au milieu portugais ; elle ne s'adapte pas à la douceur de nos habitudes. La violence peut avoir des avantages à certaines heures historiques, mais elle jure avec notre race et nos habitudes. »

La politique extérieure de M. Salazar est en pleine harmonie avec sa politique intérieure. Il voit la source de toutes les difficultés actuelles dans l'égoïsme immoral de beaucoup de peuples, qui ne veulent plus regarder comme les liant en conscience les engagements pris, soit dans le domaine de la paix, soit dans le domaine financier. Il faut une règle morale pour donner aux relations de peuple à peuple de la solidité et de la fixité. Le mot fameux concernant les « chiffons de papier » a fait au monde un mal incalculable. Si les traités ne sont que des chiffons, si la parole jurée ne compte plus, il ne reste plus rien qui puisse servir de base à la confiance des nations entre elles :

« Compromis, traités, accords, a dit M. Salazar, sont lettre morte, si on les fait pour faire quelque chose, en sachant d'avance qu'ils ne seront pas exécutés. Peut-on comprendre le sans-façon avec lequel certains pays « gèlent » souvent les crédits étrangers, en dévalorisant leur monnaie ? La clef de la crise est dans cet égoïsme, cette condamnable indifférence devant les intérêts des autres. Les difficultés économiques doivent être résolues dans le cadre national, mais en subordonnant la solution à une collaboration internationale nécessaire. »

Tout ce que l'on vient de dire de M. Salazar nous prouve que de tous les hommes d'Etat actuellement en exercice, dans le monde, il n'y en a probablement pas de plus sage, de plus prudent, de plus bienfaisant pour son peuple. Et ce nous est une grande fierté de penser que cet homme est un grand chrétien et qu'il puise dans sa foi les inspirations de sa haute moralité politique.

On aimera à avoir ici les importantes conclusions de la *Revue des Deux Mondes,* au sujet du bel exemple donné par une si remarquable gestion des affaires d'Etat en Portugal :

« L'expérience portugaise se présente avec le rare mérite d'avoir été déjà soumise à l'épreuve du temps, et de nous apporter des résultats décisifs, aussi bien dans l'ordre politique qu'économique et financier. Un pouvoir exécutif plus fort, plus indépendant, plus rapide dans ses décisions, a été régulièrement constitué et c'est là qu'est la vraie solution portugaise.

En une époque où tous les principes d'une saine économie paraissent avoir perdu quelque peu de leur vertu réformatrice, jusque chez les peuples les plus éloignés des aventures monétaires, il est tout de même rassurant de constater que ce sont de petits pays qui nous donnent, par des voies classiques, le meilleur exemple de redressement. Plutôt que d'accepter cette ironique explication qu'ils n'étaient pas assez riches pour se ruiner, nous préférons voir tout le secret de leur relèvement dans le principe d'autorité, l'esprit de sacrifice, la confiance retrouvée, qui sont les trois miracles opérés par M. Salazar, si tant est qu'il y ait des miracles en politique.

Dans le cas du Portugal, c'est le parlementarisme, avec ses multiples partis divisés, qui a payé les frais de cette réaction, essentiellement dirigée contre son impuissance à faire vivre un gouvernement « Le parlementarisme est usé et tombé en discrédit dans la conduite de la politique intérieure d'un pays. » Ainsi s'exprime le ministre des Finances sur le régime parlementaire, dans l'exposé des motifs précédant le décret-loi qui approuve le budget pour l'année financière 1933-1934. Mais supprimer ou restreindre le rôle du Parlement, n'est pas abolir les effets anciens d'un régime qui a sombré dans l'anarchie gouvernementale. Aussi M. Salazar considère-t-il que son rôle est loin d'être achevé et, même en présence des comptes satisfaisants de 1933, fait-il entendre une plainte et un avertissement : « L'œuvre financière doit être constamment sur le chantier. Le plus petit déséquilibre détruit en un moment le travail de plusieurs années. »

Dans ce même exposé des motifs, il retrace, sans optimisme de commande, au seuil de l'année 1934, l'état du Portugal qu'il qualifie de pays aux ressources modérées et ne possédant par suite qu'une faible capacité tributaire, en retard de quelques dizaines d'années, sous ce rapport, sur bien d'autres nations. Puis il termine par cette considération : « Nous constatons aujourd'hui l'existence, presque partout, de budgets déficitaires ; nous voyons le crédit des Etats perdu, les économies disloquées ; et notre petite barque continue néanmoins à cingler au milieu de la tempête, à tel point qu'elle en soulève presque l'envie. Encore que l'on ne puisse affirmer qu'elle navigue sans avaries, elle surmonte, en tous cas, les plus grandes difficultés et les plus gros temps, sans dévier de sa route et sans violer les principes sur lesquels on prétend faire reposer la vie collective et l'administration des peuples... La constatation qu'aujourd'hui le Portugal ne figure plus parmi les Etats qui apportent leur contribution à la désorganisation européenne, qu'il se réforme et se restaure lui-même sans aucune intervention extérieure, sans en appeler aux Congrès internationaux, sans le concours de la Société des Nations, tout cela constitue un fait nouveau dans sa glorieuse histoire. Pour les autres pays, c'est le salutaire exemple d'une nation guérissable par le retour aux saines méthodes d'économie et la réforme des mœurs administratives, sous un gouvernement sachant inspirer confiance et qu'il ne faut pas confondre avec les régimes d'arbitraire ou de force. »

II

Il y a là évidemment matière à réflexion à perte de vue. — Un pays a-t-il le droit d'être prospère en dehors des règles du parlementarisme ? Il faudrait être fou — ou, ce qui est la même chose, sectaire à lier — pour répondre *non !*

Deuxième question : si le parlementarisme conduit un pays au désordre et à la ruine, doit-on le combattre de toutes ses forces ?...

Pousserons-nous plus loin les interrogations ? Libre à chacun de nos lecteurs de le faire. Et pour les y aider, nous ferons le tour des puissances dites civilisées, pour voir comment elles répondent, depuis la Guerre, aux doutes qui envahissent les peuples à ce sujet. Le petit travail que nous allons esquisser a été accompli récemment par « Le Service d'information des Bataillons d'assaut des

Marches de l'Est » [1]. L'article est intitulé : *Etat actuel du principe d'autorité.*

« Nous vivons au milieu d'une révolution mondiale, dit le Bulletin. De tous côtés la terreur dresse sa tête. Dans la plupart des pays du monde, les méthodes démocratiques n'arrivaient plus à combattre la révolution ni la terreur C'est pourquoi les meilleurs citoyens ont fini par se grouper et opposer à la terreur l'autorité. Nous en sommes arrivés à ce que dans presque tous les pays le principe d'autorité a été élevé en face de la terreur et des terroristes. Cela n'est pas un état idéal, encore bien moins un état socialement tranquille ou agréable, mais plutôt un temps analogue à l'époque du *Faustrecht* ou « Droit du Poing » qui existait au sein du Saint Empire romain, avant l'avènement de Rodolphe de Habsbourg, lors du Grand Interrègne. On a souvent l'impression, pour rester encore dans l'image, que les hommes ont été abandonnés par tous les esprits célestes et qu'ils sont foulés aux pieds par tous les démons de l'enfer. »

Ce début montre bien que ce n'est pas de plein gré que les jeunes Républiques issues de la Guerre ont renoncé au parlementarisme. Elles y ont été poussées par la nécessité. La première loi d'un pays est son propre salut. L'anarchie est le signe d'une maladie grave dans le régime et la preuve qu'il est urgent d'en changer. Tous les régimes, en politique comme en médecine, peuvent devenir nuisibles, même s'ils ont été très utiles à un moment donné. L'essentiel, c'est de savoir changer à temps. La politique n'est pas le domaine de la stabilité. La santé d'un peuple est, comme on dit souvent, « une création continue. »

Mais poursuivons notre lecture :

« Lorsqu'après la Guerre tout était sens dessus dessous et que dans la plupart des grandes cités des pays vaincus le sang des citoyens coulait dans les rues, les Turcs furent les premiers à ériger un régime autoritaire d'une extraordinaire sévérité. Ce régime brisa toute opposition et arrêta le bolchévisme. Kemal Pacha sut imposer son prestige avec une décision invincible. Il fut le premier grand autocrate de l'Après-Guerre.

Après la Turquie, ce fut au tour de l'Italie d'établir le régime autoritaire, avec tout l'élan qui convient au tempérament méridional. Mussolini sut chasser le bolchévisme qui désolait les centres industriels de la Haute-Italie par ses violences sanglantes et ses excès, et il s'appuya sur le *Fascio* pour créer un Etat autoritaire à base corporative. C'est dans Mussolini que nous devons admirer l'idéal parfait de l'Etat nouveau, dans sa source et son premier modèle. Il a poursuivi en effet sa tâche avec une claire vue de ce qu'il voulait, et avec la parfaite logique d'un latin. Ce que l'on regardait jusqu'ici comme irréalisable, il l'a fait. Personne avant lui n'avait osé toucher à la Question romaine, sans parler de la résoudre d'une manière positive. Le traité du Latran a montré ce que Mussolini était capable de faire.

A peu près dans le même temps qu'en Italie, s'élevait en Pologne un régime autoritaire foncièrement catholique, en sorte que la Pologne devenait un rempart providentiel contre le bolchévisme de l'Est. La Pologne est un Etat résolument nationaliste, à direction autoritaire. Le maître du pays est le maréchal Pilsudsky.

A la suite des pays précédents marchèrent la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie : la Hongrie sous la direction de l'amiral Horthy, les deux autres pays sous celle de leurs rois. Cependant, on doit plutôt parler ici d'oligarchie que d'autorité d'une seule personne ou d'un seul parti.

Les pays baltes sont également régis de façon autoritaire. A l'exception de la Tchécoslovaquie, qui demeure fixée dans le système démocratique, les deux pays principaux de l'Europe centrale ont passé, en 1933, au système autoritaire, à savoir l'Allemagne et l'Autriche. »

On remarquera, dans les lignes qui suivent, la façon dont le Bulletin semi-officiel que nous traduisons de l'allemand, parle du régime hitlérien d'abord, ensuite de l'œuvre accomplie par le chancelier Dollfuss :

« En Allemagne, on aurait pu croire que le gouvernement du Centre — Brüning disposait au Reichstag de 25 voix de majorité — avec l'appui des partis modérés de gauche garderait la direction autoritaire de l'Etat, si, au moment critique, le Président du Reich, qui avait été cependant élu avec l'appoint des voix socialistes (un cas unique dans l'histoire du monde : des socialistes votant pour un ancien général de l'Empire pour en faire un Président de la République !), n'avait trahi ses électeurs et, après un court intermède occupé par les ministères von Papen et von Schleicher, n'avait appelé au pouvoir Adolphe Hitler, chef du parti national-socialiste allemand. Cet appel de Hitler au poste de chancelier d'Empire signifia, en dépit du maintien des méthodes extérieures de la démocratie, alors qu'en réalité les élections se déroulaient sous le signe de la terreur organisée par les troupes d'assaut du parti national-socialiste, la fin de la démocratie, l'unification de l'Allemagne, la destruction des partis à l'exception du N. S. D. A. P. *(National-Socialistische-Deutsche-Arbeiter-Partei,* ce qui veut dire « Parti Ouvrier Allemand National Socialiste »).

Il n'y a plus que ce parti pour régir la vie et l'activité de 60 millions d'Allemands. Les méthodes mises en usage ne diffèrent pas sensiblement de celles qui sont employées par les Soviets. L'autoritarisme aboutit ici et là aux plus étranges floraisons. Le gouvernement prend parti pour une doctrine, un paganisme nouveau, et il en résulte une lutte acharnée contre le christianisme authentique, tandis que l'on tolère toutes les autres opinions. Une telle attitude envers l'Eglise catholique témoigne d'une profonde méconnaissance de l'histoire allemande et notamment de celle des 64 ans qui se sont écoulés depuis la naissance de l'empire bismarckien. Si Bismarck n'a pas pu étouffer le catholicisme, les tenants du racisme moderne se trompent grossièrement en s'imaginant qu'ils vont pouvoir étouffer le catholicisme allemand. Bismarck avait pour lui sa victoire récente, des finances en ordre, l'appoint de tout le protestantisme, l'alliance avec la monarchie danubienne. Hitler n'a que des caisses vides, l'inflation en perspective, l'antipathie de tous les pays voisins, l'opposition du protestantisme lui-même. Les procédés de propagande du national-socialisme, — pamphlets, discours par radio, bombes, attentats, assassinats privés, — ne sont rien moins qu'alléchants pour les hommes de cœur et de bonne foi. Il ne manque plus qu'une chose :

[1] Ce Service publie chaque semaine un *Bulletin* qui n'est qu'autographié, mais dont la rédaction est intéressante et solide. Il a son siège à Vienne et il est une dépendance directe du gouvernement autrichien. C'est dans le n° du 18 mai qu'a paru le substantiel résumé que nous allons reprendre ici.

c'est que la France, avec le chauvinisme qui la caractérise, en vienne à s'imaginer que le scandale Stavisky a été provoqué par l'argent allemand et des agents allemands. La mentalité gauloise est toute prête à prendre feu et flamme... La capsule d'explosion pourrait bien être la question de la Sarre et l'on devine les conséquences incalculables qui peuvent sortir de là. Telle est la situation du parti autoritaire qui s'est emparé de l'Etat en Allemagne et qui a pris le titre de « troisième Reich. »

Tout autre est celle de l'Etat autoritaire en Autriche. Depuis Seipel et plus encore depuis l'accession au pouvoir de Dollfuss, l'Autriche, grâce à une politique extérieure extrêmement prudente, est la favorite de la politique universelle, encore qu'elle en soit aussi l'enfant du souci. Aucune grande puissance ne peut tolérer qu'une autre grande puissance s'installe à Vienne. Tout le monde a intérêt à ce que nous vivions, car Vienne demeure, même après la destruction de la monarchie danubienne, la clef du bassin danubien. — D'autre part, au point de vue politique intérieure, l'Autriche présente une structure diamétralement opposée à celle de l'Allemagne et de la Russie soviétique. L'Autriche en effet est un état autoritaire, mais elle n'est pas un état totalitaire, qui a supprimé tous les partis pour n'en laisser vivre qu'un seul, comme cela a été fait à Berlin et à Moscou. En outre, l'Autriche est un Etat catholique, qui se proclame hautement décidé à vivre selon les normes des encycliques papales *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*. L'Autriche n'emploie que le minimum indispensable de force répressive contre ses ennemis du dedans et du dehors. Elle pratique une patience et une douceur qui ne se rencontrent nulle part ailleurs. Il s'ensuit que l'on y empêche de nuire les éléments inassimilables aux principes de l'Etat, mais que l'on ne frappe que les chefs en épargnant les égarés. De la sorte, l'Autriche est devenue le jardin et le terrain de culture spirituelle du germanisme traditionnel, et elle possède les sympathies de tous les Allemands conscients de son rôle de médiatrice et que n'aveugle pas le préjugé chauvin de la race, tel qu'il est cultivé sous l'influx du nationalisme socialiste. Cela veut dire ni plus ni moins que l'Autriche est porteuse du véritable idéal de l'empire germanique. Après l'échec du nationalisme étroit qui est parvenu actuellement à son apogée, ce sera cette idée qui sauvera le germanisme, et empêchera l'Europe d'être mise à feu et à sang et de devenir la proie du bolchévisme oriental. »

L'idée exprimée dans ces dernières lignes n'est pas sans intérêt. Il n'est pas impossible en effet que l'hitlérisme connaisse un rapide déclin. Il se produirait alors, dans ce cas, une poussée violente de communisme, et l'Allemagne pourrait sombrer dans l'anarchie. L'Autriche a quelque raison de penser que le catholicisme qu'elle nourrit dans son cœur serait la seule planche de salut du germanisme contre l'invasion bolchévique. De toutes façons l'hitlérisme, qui a commis la faute de se dresser contre le catholicisme, représente une puissance de destruction pour l'Allemagne et pour ses voisins, mais ne peut représenter une puissance de construction. Il est parvenu à la croisée des chemins. De deux choses l'une : ou il fera comme Mussolini, qui eut aussi ses hésitations sur la route de ses débuts, et entrera dans la voie de la paix chrétienne, ou il s'obstinera dans les voies stériles d'un racisme insensé, d'ordre purement matériel, et il ira tout droit à l'abîme.

Mais poursuivons notre examen politique de l'Europe L'idéal autoritaire gagne du terrain encore dans d'autres pays, qui gardent parfois les formes démocratiques, mais ne les observent plus que comme des rites désuets et morts.

L'Espagne a vu le triomphe de l'Etat autoritaire sous Primo de Rivera, puis son déclin et l'installation du socialisme anti-catholique. Elle est déjà lasse de la tyrannie contre nature du marxisme et elle s'oriente vers une renaissance du parti d'autorité. Il y a un homme dont le prestige ne cesse de monter. Cet homme est un professeur de Madrid, l'un des meilleurs orateurs d'Europe, un talent hors de pair et aussi un croyant, un catholique convaincu : Gil Robles. La jeunesse et l'intelligence du pays marchent dans son sillage. Il semble que l'avenir soit à lui et il a pour but d'établir un fascisme catholique.

Tout à côté de l'Espagne, le Portugal a vu s'établir un régime d'autorité. Le point de départ de Salazar a été purement économique et social. Sans aucune mesure révolutionnaire, il a attiré à lui tout pouvoir, par la seule vertu de son savoir et de son intégrité de grand catholique. Il nous apprend que si la maçonnerie fabrique en grand des candidats à la corruption politique, le catholicisme est au contraire le séminaire des dirigeants probes et loyaux. On ne peut tomber dans la cupidité et l'injustice politique qu'en commençant par renoncer aux principes de la foi catholique.

Des courants d'autoritarisme fasciste sont visibles encore en Belgique, en Hollande et surtout en Irlande. En Amérique, le pouvoir exercé par Roosevelt relève de l'idéal autoritaire, et les Etats de l'Amérique latine n'ont sous ce rapport qu'à suivre leurs propres traditions. En Extrême-Orient apparaît comme de plus en plus menaçant un Etat à régime autoritaire, qui est le Japon, et qui marche avec une farouche résolution vers l'établissement de son hégémonie économique et politique sur tout l'Orient d'abord, puis peut-être sur le reste du monde. Le « péril jaune, » dont on a tant parlé, a cessé d'être une chimère et un simple épouvantail. Que le Japon mette la main sur la Chine en pleine anarchie depuis l'introduction chez elle du parlementarisme démocratique, et l'Occident verra se dresser devant lui le plus formidable des adversaires.

Il résulte de ce rapide examen de la situation politique générale que seule l'Angleterre et les Etats scandinaves échappent encore à l'emprise du nouvel idéal autoritaire (le cas de la France est à part et nous allons y revenir). Il en résulte encore cette pensée importante que partout où l'autoritarisme n'est pas modéré et contenu par la foi catholique, il tourne à une idolâtrie de la race et constitue une force explosive infiniment redoutable pour le bonheur de l'humanité. Les pays où

s'accumulent les périls de l'avenir pour la civilisation universelle, sont l'Allemagne ivre du racisme païen, — la Russie, empoisonnée d'athéisme matérialiste, — le Japon, demeuré encore païen en grande partie sous son vernis de civilisation raffinée au point de vue technique.

III

Nous avons réservé le cas de la France. Le moment est arrivé de nous appliquer à le comprendre et de chercher à prévoir ce qui va se produire.

Il est sûr que les esprits sont inquiets, mécontents, anxieux d'ordre et de paix, fatigués d'entendre toujours parler simultanément de désarmement général et de guerre imminente, dégoûtés des institutions qui ont rendu possibles les ignominies des scandales récents. Nulle part, dans le monde, il n'est plus souvent question de révolution que chez nous. La révolution se fera donc nécessairement. A gauche ou à droite ? C'est ce qui n'apparaît pas encore aux yeux de tous. Les chances du marxisme n'ont cependant jamais été bien grandes chez nous et elles diminuent de jour en jour. Même si des tentatives se produisaient du côté gauche, elles ne pourraient aboutir qu'à une réaction plus vive et plus complète à droite. Il n'y a donc pas de doute que nous allons à l'idéal autoritaire.

C'est la conclusion que vient de tirer, dans un ouvrage sans doute discutable, mais instructif, un professeur de l'Université de Clermont-Ferrand, qui est un sociologue distingué, M. Emile Lasbax.

Au Congrès triennal de l'Institut international de Sociologie, dont le siège est à Genève, on avait proposé, en octobre dernier, le problème de la « prévision sociologique. » M. Lasbax a voulu donner un exemple de cette prévision qu'il tient pour possible et hardiment il a choisi une prévision à brève échéance ; il sera donc facile de voir si l'événement lui donne raison. M. Lasbax est convaincu que l'histoire obéit à des lois ; les historiens n'en sont pas aussi sûrs que lui. Mais il avait déjà publié, en 1926, un ouvrage intitulé *La Cité humaine,* où il essayait de dégager une de ces lois de l'histoire : la loi du « rythme », qui « scande la vie des sociétés comme elle anime l'humanité dans son ensemble. » Ce rythme est à trois temps : monarchie, république, empire. M. Lasbax prétend retrouver cette alternance immuable à toutes les époques de l'histoire et chez tous les peuples connus. C'est dans cette certitude de la nécessité d'un tel mouvement à trois temps qu'il a écrit son dernier livre dont le titre seul indique assez l'objet : *La France ira-t-elle à un troisième Empire* [1] ?

Naturellement, il répond : *Oui!* Et pourquoi ? Parce que la loi des trois Etats, monarchie, république, empire, est particulièrement visible dans notre pays. Et aussi parce que la même loi est en train de s'appliquer dans tous les pays voisins ou même éloignés de la France. Et enfin parce que la République donne des signes évidents de lassitude et de décrépitude.

Partons de la situation actuelle. On peut dire que depuis environ deux siècles, les institutions dites démocratiques et qui ne sont autre chose qu'une oligarchie élective, dans laquelle tout le pouvoir est délégué par le peuple censé souverain à ses représentants, avaient eu le vent en poupe. L'égalité civique, le suffrage universel étaient en passe de devenir des dogmes. Quelques esprits avisés s'apercevaient bien qu'ils n'étaient le plus souvent que des duperies, que l'égalité proclamée en théorie était loin d'être une réalité, et que les gens au pouvoir trouvaient mille moyens de tourner les lois à leur avantage et d'infléchir dangereusement jusqu'à la justice en leur faveur, que le suffrage universel n'était qu'une abdication déguisée du peuple entre les mains de ses délégués. Mais l'illusion subsistait ; on vivait dans la certitude de posséder la liberté. La Guerre mondiale avait paru couronner l'édifice sacré des droits de l'homme. On avait vu s'écrouler les dernières monarchies autocratiques ou féodales : le tsarisme, le prussianisme, l'antique dynastie des Habsbourg, le pouvoir semi-religieux semi-politique des sultans. Toute une floraison de jeunes Républiques socialisantes était apparue.

Or, voici que dès maintenant, quinze ans après le traité de Versailles, quinze ans après la création de la Société des Nations, nous assistons à l'écroulement universel de la mystique parlementaire. De toutes parts montent des huées contre le régime des parlotes interminables. Le parlementarisme ne semble plus adapté au rythme du monde. Au siècle de la vitesse, des avions, de l'électricité, de la T. S. F., alors que les mouvements d'opinion se propagent avec une rapidité formidable, que du jour au lendemain tout un peuple peut être mis en ébullition ou précipité dans la guerre, la lenteur infinie des discussions byzantines au sein des Chambres représentatives est devenue un anachronisme. Nous voyons monter à l'horizon des impérialismes imprévus : celui du communisme qui tend à submerger l'univers, celui du racisme qui prétend assumer la direction du monde, celui de l'expansion japonaise qui repose sur la croissance rapide de la population et finalement sur l'aiguillon de la faim. Il s'ensuit que la cote des valeurs évolue en faveur des fascismes également orientés, sous les noms les plus divers, dans la direction de l'autoritarisme.

Au début, on refusait de s'émouvoir : « Il ne s'agit que d'un feu de paille, » pensaient ou disaient les gens entendus. Mais Mustapha Kemal tient depuis 15 ans, Mussolini depuis 12 ans, les autres fascismes ne seront démolis, s'ils le sont, que par d'autres fascismes, de droite ou de gauche, mais rien ne fait prévoir une restauration prochaine des habitudes parlementaires.

[1] In-12 de 256 p., 12 f. ; Editions Excelsior (27, quai de la Tournelle, Paris 5e) ; 1934.

La France a fait semblant de sourire des éclosions qui se produisaient dans les pays voisins. Mais elle est en train, en ce moment, de chercher sa route. Tout le monde est d'avis que le parlementarisme a besoin de sérieuses retouches, s'il veut vivre. La foi au régime constitutionnel est en baisse dans les esprits. Les socialistes et les communistes ne cessent de dénoncer chez nous les progrès ou les desseins du fascisme. Mais ce sont eux qui ont ouvert les voies, ce sont eux qui ont miné les institutions parlementaires, ce sont eux qui ont parlé les premiers de « mettre la légalité en vacances. » Ils sont pour le moins aussi fascistes que les hommes de droite et probablement beaucoup plus. L'accusation de fascisme qu'ils jettent si volontiers à leurs adversaires politiques n'est qu'une plaisanterie sans sel. Ils prouvent, en la lançant, la misérable idée qu'ils ont de l'intelligence du peuple. Il faudrait être en effet bien dépourvu d'esprit pour ne pas voir que, de tous les fascismes, le plus dur, le plus brutal, le plus cynique, le plus inhumain, a été et est encore le fascisme communiste, et pour ne pas comprendre que la plus intolérante des religions serait le marxisme, s'il venait à triompher ! De fait, un très grand nombre des initiateurs du fascisme sont partis de la gauche : Kemal, Mussolini, sans parler de Lénine ou de Staline. Des fascistes catholiques tels que Dollfuss ou Salazar n'ont fait que se laisser porter au pouvoir par la confiance nationale. Si le fascisme s'établit en France — et ce sera le troisième empire, selon M. Lasbax, — il y a de grandes chances pour que le chef qu'il poussera au premier rang soit un homme de gauche qui aura su capter les sympathies des modérés. L'exemple napoléonien obsède tous les esprits.

M. Lasbax est d'avis que le cycle fatal ne dépend pas de nous. La Grèce avait eu des rois. Elle passa ensuite à la République et s'y maintint fort longtemps. Mais les républiques grecques ont succombé à l'anarchie, aux divisions internes, à la corruption politique, absolument comme la République française est en train de succomber. Un empire a couronné le tout : celui d'Alexandre. A Rome, l'évolution fut la même. En Angleterre, la République du *Commonwealth* avait succédé à la monarchie. Cromwell dut renverser la République, parce qu'elle était impuissante. Après Cromwell, la monarchie reparut.

En France, la loi rythmique paraît encore plus saisissante. Nous sommes restés plus de mille ans en monarchie. La première République a duré 7 ans. Un empire lui a succédé pour 15 ans. Puis la monarchie est revenue. Après 23 ans de restauration monarchique, la seconde République n'a pu dépasser 3 ans d'existence. Le second empire a vécu 18 ans. La restauration monarchique était faite en 1871 ; elle n'a échoué que par la maladresse des royalistes et l'obstination du candidat à la royauté, au sujet du drapeau blanc. La royauté perdant son tour volontairement, on devait revenir à la République, et on y est revenu. Mais cette troisième République est menacée de paralysie générale pour n'avoir pas su s'adapter aux circonstances intérieures et extérieures. Elle s'est gâtée par le jeu mortel des partis, par l'absence de moralité publique et privée, par la guerre déclarée aux croyances ennoblissantes de la religion traditionnelle. Les Républicains n'ont pas réussi à s'unir. L'existence de la troisième République n'a été qu'une guerre de religion continuelle. La France n'a pu se ressaisir qu'en proclamant « l'union sacrée, » toutes les fois qu'il y eut un péril grave au dedans ou au dehors, péril financier ou péril militaire.

C'est de cette situation que naissent les chances du « troisième empire ». M. Lasbax lui donne pour mission de combattre à l'intérieur la dispersion des citoyens, à l'extérieur les adversaires de l'influence française dans le monde. Il s'agit de regrouper les Français, de mettre fin aux querelles religieuses, de dire *non,* une fois pour toutes, aux théories fallacieuses du marxisme, de rendre au corps social l'unité, la propreté, la santé morale.

Notez bien qu'il ne s'agit nullement d'une restauration au profit des Bonaparte. C'est une erreur, selon M. Lasbax, de prendre la famille de Napoléon pour une dynastie ajoutée à celle des rois : l'empire ne serait alors qu'une doublure de la monarchie héréditaire. Si l'empire se fait, il ne fera d'abord que continuer la République. Bien des formes démocratiques seront conservées comme des rites habituels dont on aura changé le sens et la portée. Mais les aspirations vers un pouvoir fort sont trop générales, à droite comme à gauche, pour ne pas aboutir à quelque chose. Les mois qui vont venir seront sans doute décisifs. En ne parvenant à punir aucun grand coupable de l'affaire Stavisky, à découvrir aucun des auteurs de l'assassinat de M. Prince, la République actuelle a perdu ses dernières cartes. Ses fossoyeurs auront été les francs-maçons qui ont imposé le silence à tant de bouches qui auraient pu et dû s'ouvrir. Le peuple français, aigri par la crise économique, souffleté dans son honneur par les scandales récents, réveillé de sa torpeur par le bruit d'armes qui lui vient d'au-delà du Rhin, a perdu toute confiance dans un régime qui lui semble pourri et incurable.

Il va sans dire que nous ne prenons pas à notre compte toutes les inventions ou réflexions de M. Lasbax. Nous ne faisons que les rapporter en les commentant très légèrement. Voici, à ce sujet, quelques conclusions sages de M. Albert-Petit, dans la *Revue de Paris* du 1er juin 1934 :

« Le déséquilibre national et social dont nous avons le spectacle nécessite une résurrection de l'autorité. La machine a du flottement, il faut resserrer les écrous. Qui le fera ? M. Lasbax ne croit pas que ce puisse être le pouvoir exécutif, héritier timide et faible du pouvoir des rois, ni la

Chambre des députés, qui représente le régime démocratique avec toutes ses tares ; il parierait plutôt pour le Sénat, asile des vieux jacobins et conservatoire de l'étatisme, base éternelle de l'impérialisme. Tout cela est ingénieux, plus ingénieux que probant. « Ne refaisons pas l'histoire, » disait Albert Sorel. Ne l'écrivons pas d'avance non plus. Ce que prévoit M. Lasbax peut se produire, a des chances de se produire, mais par des voies... et des mains qui ne seront pas nécessairement celles auxquelles il pense. Il croit que le fruit mûr sera cueilli par les néo-socialistes, et il semble bien qu'il y croit parce qu'il le souhaite. C'est plus que de la prévision. »

IV

Une conviction que nous avons constamment exprimée ici et que tous nos lecteurs partagent, nous n'en doutons pas, c'est que la crise générale des institutions dans tout l'univers est au fond une crise morale et par suite une crise religieuse. Ce qui manque au monde, c'est l'Evangile, c'est Jésus-Christ. La Révolution qu'il faut faire est avant tout une Révolution spirituelle. C'est pour cela que nous ne regardons pas les remèdes purement politiques, les déplacements d'influence ou les substitutions d'hommes, comme des remèdes efficaces et durables. Les Cardinaux et Archevêques de France, émus « des malaises profonds qui agitent la société contemporaine et des expériences diverses tentées à travers le monde pour y remédier, » ont jugé qu'il était particulièrement opportun de rappeler quelques-uns des plus nécessaires enseignements de la morale chrétienne, « qui conditionnent toute heureuse restauration de l'ordre social. » Nos lecteurs connaissent cette admirable déclaration ; nous n'avons pas à y revenir. Mais ils seront peut-être satisfaits de trouver ici les idées essentielles d'une « Déclaration des Organisations et des Revues Catholiques sociales », publiée par la *Chronique Sociale de France,* de mai 1934. Elle rappelle que l'unique préoccupation des catholiques est « de réintégrer la morale dans les affaires et dans l'Etat, en vue d'établir l'ordre social chrétien. » Elle énumère les pratiques usuelles dans notre société corrompue et que la morale chrétienne réprouve, et réclame leur disparition.

Quelles sont ces pratiques ? Il est très important d'en avoir un tableau d'ensemble, afin de connaître les plaies profondes de l'ordre social actuel. Le document que nous citons nous paraît les énumérer un peu au hasard. Tout l'essentiel s'y trouve ; mais peut-être y a-t-il intérêt à mettre une certaine logique dans l'exposé.

Nous avons devant nous une civilisation au sein de laquelle l'*amour du gain* s'est développé sans mesure. L'Evangile a dit : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent ! » L'ère industrielle a accepté ce verdict ; entre Dieu et l'Argent, elle a choisi le second et délaissé le premier. Tout le mal vient de là. La logique de l'adoration de l'Or conduit directement à la poursuite du gain, sans travail et sans mérite. Regardez autour de vous : combien y a-t-il de gens qui cherchent à s'enrichir par des moyens autres que le travail régulier ?

Les uns vivent de « la *spéculation* sur les matières premières, sur la monnaie et les devises, sur les actions industrielles, » forment des syndicats à la hausse ou à la baisse, jouent en Bourse d'une façon continue et comptent sur leurs gains de jeu pour se faire de gros revenus, prêts, s'ils viennent à perdre, à se sauver par la faillite de leurs engagements : premier désordre.

D'autres emploient systématiquement des sommes importantes pour *corrompre* le Parlement, la Presse, les syndicats eux-mêmes, afin de lancer des affaires plus ou moins véreuses, ou tout au moins pour s'assurer des facilités que les affaires semblables ne peuvent avoir, si elles n'emploient pas les mêmes procédés.

Et naturellement, si les « affairistes » — mettez ici les noms de la plupart des grands scandales de notre temps, — achètent les politiciens ou les journalistes, il y a de plus en plus des hommes qui sont heureux de *se vendre :* porteurs de grands noms, qui se glissent dans les conseils d'administration ; députés, avocats, ministres, qui trafiquent de leur réputation ou de leur titre ; médecins qui vendent des certificats ; publicistes qui louent leur plume au plus offrant. La société actuelle est mise en coupe réglée par une quantité d'hommes souvent du plus grand talent ou de la plus haute noblesse familiale, tandis que le travailleur honnête a peine à gagner sa vie.

Comme tout cela est logique ! Il n'y a d'autre Dieu que l'argent, dites-vous. Il n'y a d'autre bonheur pour l'homme que celui qu'il procure. Il faut donc s'en procurer par tous les moyens, et avec le minimum de sacrifices. La spéculation, — l'achat des influences, — la vente de sa conscience, de son honneur, de son nom ou de son titre, — ces trois choses se justifient suffisamment par le but à atteindre. La pauvreté n'est que pour les naïfs, qui croient encore à la vertu, cette sottise si Dieu n'est pas et s'il n'y a pas d'autre vie que la présente. Or, que le nombre des gens qui raisonnent comme si la vertu était une sottise soit devenu énorme, c'est ce que tous les indices semblent prouver :

« Les escrocs de haut vol, dit la Déclaration, n'auraient jamais réussi leurs combinaisons compliquées, ni passé si facilement à travers les mailles de la justice, s'ils n'avaient rencontré une ambiance préparée, si tant de complaisances ne s'étaient empressées autour de l'argent qui n'était pas à eux. Si tant de compromissions n'avaient foisonné dans le monde politique, l'Etat ne subirait pas aujourd'hui un si grand trouble. Ceux qui ont pratiqué et depuis si longtemps le matérialisme des affaires sont les premiers responsables du sang qui a coulé. »

Toutefois, ne nous en tenons pas uniquement au rayon des escrocs. Le matérialisme des affaires, se résumant en ce seul mot : « Le but de la vie est de s'enrichir, afin de jouir, » n'a pas trahi la morale seulement par des pratiques aussi cou-

pables que la spéculation illicite ou le trafic d'influence. Il est responsable encore plus de l'allure générale donnée au travail dans l'univers. C'est le matérialisme des affaires qui a fait sauter toutes les barrières des réglementations opportunes, qui a détruit les corporations au lieu de les adapter ; c'est lui qui a conduit d'une part à « la folie de la production, » c'est-à-dire à un productivisme violent, intense, oublieux des droits du travailleur, ne considérant que le gain, entassant les hommes et les femmes dans les cités ouvrières, sans souci de leur contamination morale et de leur asphyxie religieuse, provoquant ainsi leur révolte trop explicable, au moyen de doctrines non moins matérialistes que celle dont il s'inspirait.

Le productivisme sans entrailles est le fils de la cupidité, tout comme la spéculation. Et il a engendré à son tour la corruption, d'une part, et l'empoisonnement marxiste, d'autre part. Il a engendré la corruption, car il serait faux de croire que l'on n'achète les « influences » sociales ou politiques que pour des affaires véreuses ; on les achète aussi pour des affaires qui pourraient être honnêtes, mais qui veulent réussir plus vite ou écraser toute concurrence par le poids acheté des interventions politiques. De quoi souffre le monde actuellement ? D'une pléthore de la production. Et pourquoi cette pléthore ne peut elle aboutir à une baisse du coût de la vie, à une généralisation du bien-être dans les masses ? Parce que la production, prise dans un engrenage fatal, a dû augmenter constamment son prix de revient, en faisant la part toujours plus large des « commissions » aux intermédiaires, des « pots-de-vin » aux protecteurs politiques, des subventions aux journaux de publicité.

Tout cela en vérité est si clair qu'il n'y a pas lieu d'être surpris de l'état désespéré dans lequel est tombée l'économie mondiale.

Et la conclusion de tout cela, c'est que, d'une part, ceux qui incriminent le libéralisme économique et lui attribuent tous les mécomptes dont souffre l'époque actuelle ont grandement raison, mais que, d'autre part, beaucoup ne savent pas voir que ce libéralisme ne pouvait être limité que du dedans, c'est-à-dire du point de vue moral et religieux, en sorte que la dernière cause de tout le malaise contemporain est une cause religieuse.

Aussi longtemps que la majorité des esprits n'aura pas compris cela, nous ne serons pas sur la route de la guérison.

V

C'est ce que fait ressortir avec force et logique un document publié également dans la *Chronique Sociale de France* (édité à part chez Desclée, de Brouwer et Cie). Il ne contient qu'une quinzaine de pages, mais il nous paraît contenir, sous une forme concise et claire, les vérités les plus graves et les plus opportunes. Il a pour titre : *Pour le Bien commun*, — et sous-titre : *Les Responsabilités du Chrétien et le Moment présent*. Parmi les nombreux signataires on remarque des noms qui portent : Etienne Gilson, le grand philosophe, professeur au Collège de France, — Jacques Maritain, le penseur non moins connu, professeur à l'Institut catholique de Paris, — Louis Le Fur, professeur de Droit international à l'Université de Paris, sans parler d'un grand nombre d'agrégés et professeurs, de médecins, de publicistes, au nombre desquels je note Maurice Brillant et Georges Desvallières. Bref, il s'agit bien ici d'une proclamation des « intellectuels » catholiques ; elle est donc à connaître et à méditer. Dans les temps de crise, où il faut se frayer la route à travers l'obscurité ou entrer dans des voies nouvelles, il fait bon de recevoir les clartés de ceux que Dieu a doués des dons de l'esprit en même temps que de la foi.

1° *La situation présente.* — « Il est impossible, dit la proclamation, de ne pas ressentir le tragique de la situation présente. » Une trêve a été proclamée. Mais le nom même de trêve a quelque chose de douloureux et d'inquiétant : il ne signifie qu'une accalmie dans la tempête, une trêve est essentiellement précaire. La journée du 6 février a été un sursaut des « braves gens » contre ce qu'il y a de pourri dans notre régime. La vie nationale traverse une période pénible. Il s'agit d'écarter le cauchemar. La foule honnête est cependant, jusqu'à présent, inorganique. Elle sait que quelque chose va mal ; mais elle ne sait pas avec précision où chercher et trouver le remède. Les partis, dont elle constate et redoute les méfaits, n'en cherchent pas moins de l'entraîner, chacun dans sa voie. C'est ce qui explique pourquoi à la manifestation du 6 février répondit une contre-manifestation du 12 février. Dans les deux camps il y avait d'excellents Français, également écœurés des scandales récents, mais plus ou moins intoxiqués par les idéologies opposées de leurs journaux de classe ou de partis. En dehors des causes du trouble social, il subsiste un surcroît d'inquiétude dans les esprits provenant de ce que chacun des deux camps demeure sur ses positions et qu'ils menacent de s'affronter en des luttes fratricides. En d'autres termes, tout le monde sent la nécessité d'une révolution, mais les uns la veulent à droite et les autres à gauche.

« L'un des camps est surtout sensible à la décomposition politique actuelle, il aspire, plus ou moins confusément, à une révolution et à un « ordre » qui, dans l'esprit de beaucoup, doit être compatible avec les libertés essentielles, mais dont beaucoup aussi accepteraient, par le jeu même des idées et des forces, qu'il prît la forme dictatoriale et aboutît à l'avènement d'un Etat ou d'une Nation totalitaire (conçue non à la façon italienne ou allemande, mais selon des modalités françaises, — *gallicanes ou jacobines)* [1].

[1] On remarquera ces derniers mots : il s'agit de deux sortes de révolution de droite : une révolution royaliste (gallicane), — ou une révolution libre-penseuse (jacobine).

L'autre camp est surtout sensible à l'injustice sociale actuelle; il aspire plus ou moins consciemment à une « révolution » et à un ordre ayant pour fin un régime de type collectiviste, qui séduit beaucoup d'esprits parce qu'il semble capable d'imposer par la force une meilleure distribution des biens de la terre, et une solution décisive des luttes séculaires entre les peuples, mais qui, en fait, serait oppressif pour la personne humaine et destructeur des biens qu'il prétend procurer. »

Voilà donc bien définies les deux tendances opposées qui se manifestent aujourd'hui en France. Et un très grand nombre de Français ne voient pas de milieu entre ces deux solutions; il s'agit donc pour eux simplement de choisir. De part et d'autre on est convaincu qu'il n'y a pas d'autre moyen de faire prévaloir la solution adoptée que la force.

Mais qui ne voit que de part et d'autre on est le jouet d'une philosophie fausse et du reste identique? C'est bien le cas de dire que les extrêmes se touchent. On a réduit tous les problèmes humains à une mécanique des forces; c'est pour cela que l'on ne connaît plus d'autre solution que la force. De la sorte, nous allons tout droit à une guerre civile. La trêve n'aura servi, comme il arrive souvent, qu'à donner aux deux camps le loisir de fourbir leurs armes et de préparer leur mobilisation. « Les inimitiés grandissent avec le temps. Elles se renforcent d'autant plus que l'incertitude est plus grande sur la valeur des remèdes contradictoires proposés, ici et là, à la détresse matérielle et morale des hommes. »

En face d une situation aussi grave, nous serions coupables, nous catholiques, de ne pas élever la voix pour essayer de purifier l'atmosphère, de ramener le calme dans les esprits et, en toute hypothèse, de multiplier le nombre de ceux qui, par leur sang-froid, leur modération, leur esprit de justice et de charité, s'efforceront de limiter l'emploi de la violence, s'ils ne peuvent l'empêcher tout à fait, comme il est à craindre. Nous avons mieux à faire qu'à nous enrôler sous l'un ou l'autre des deux drapeaux en présence. Nous sommes la puissance morale qui sauvera l'avenir. Nous sommes la puissance de reconstruction. Nous avons les « paroles de la vie éternelle, » que Jésus-Christ nous a apportées, et nous savons qu'aucun ordre social n'est possible ni durable en dehors de la foi dont nous avons la fierté d'être les dépositaires dans le monde :

« Nous estimons... que le christianisme n'a pas à servir de force d'appoint à l'un quelconque des partis en lutte. Les forces spirituelles ne doivent pas céder sous le poids des éléments sociologiques, mais les dominer et les entraîner, — ou, si les hommes ne veulent pas entendre, marquer du moins la vraie direction. Jamais le christianisme ne s'est tu, il doit rappeler son message de paix et d'amour avec d'autant plus de force que ce message semble davantage méconnu. »

2° *Un double « non. »* — C'est pour cela que nous, catholiques, nous devons dire un double *non* aux partis en présence. « Loin d'être une défection ou une retraite, ce *non* requiert une attitude active, engage nos énergies pour une œuvre de construction. » Il n'y a rien à attendre de la haine ni de la violence. « Celui qui tire l'épée périra par l'épée » ; c'est dire que la violence engendre la violence et que la haine produit la haine. Le seul rôle qui nous convienne est celui de l'arbitrage, dans la justice et l'amour. Si la révolution se fait à droite, nous aurons à cœur de continuer à soutenir les intérêts de la classe ouvrière, qui n'ont été que trop méconnus jusqu'ici. Si par malheur elle se faisait à gauche, nous aurions à fortifier nos cœurs pour un rude combat contre l'oppression du matérialisme triomphant et pour le maintien de l'esprit religieux, contre ceux qui prétendent que la religion est l'opium du peuple.

3° *Contre un idéalisme inhumain.* — On nous dira peut-être que ne pas choisir est choisir pour le plus fort. Mais nous ne croyons pas que le dilemme soit aussi rigoureux. Nous choisissons contre deux erreurs, au profit de la vérité éternelle. Qu'un assez grand nombre de Français entendent notre appel au calme, à la dignité, à la raison, à la charité, à la justice, qu'un barrage imposant se dresse contre l'emploi de la violence, que quelques hommes généreux donnent l'exemple de la modération et de l'esprit chrétien, parmi ceux qui se sentent capables de diriger les hommes et de dominer les événements, et du même coup une nouvelle voie, — la nôtre, — sera ouverte. Il ne s'agit donc pas de nous enfermer dans notre « tour d'ivoire, » de nous créer un alibi commode et même d'apparence pieuse, dans une sorte d'indifférence et de neutralité masquée par des préoccupations faussement spirituelles.

« Nous sommes tenus de faire effort pour la justice et pour la paix ici-bas et de chercher à collaborer, dans toute la mesure du possible, avec tous les hommes de bonne volonté, et il en est de tels, dans les partis opposés... Notre devoir est précisément d'essayer de les avertir, avant qu'ils soient définitivement entraînés, comme malgré eux, soit dans les formations de défense capitaliste, soit dans les formations de lutte des classes et de matérialisme. Il ne s'agit pas pour nous de chercher une synthèse entre deux erreurs, ni une position éclectique, mais au contraire de favoriser au maximum le regroupement de tous ceux qui sont encore sensibles au bien commun, qu'ils fassent partie de la classe ouvrière ou des classes moyennes, et l'on en trouve aussi parmi les riches. La première condition pour cela est évidemment que chacun fasse abstraction de ses préjugés et de ses intérêts immédiats, sous la seule réserve que les pauvres ont droit sans conteste aux biens élémentaires, et que le salut d'un pays ne peut être assuré par la misère d'un grand nombre. »

4° *Examen de conscience.* — Nous avons en effet, nous catholiques, pour juger des événements qui se déroulent ou qui se préparent, des principes fixes et raisonnés. Le premier, c'est que le domaine de la politique ou social n'est pas seulement un domaine où règne et commande la

technicité, mais où règne et commande Dieu et la conscience qui le représente au fond de nous-mêmes. L'homme ne devient jamais un simple rouage ; il reste toujours un être moral et religieux. C'est ce qui est oublié dans les deux camps. Que le fascisme soit de gauche ou de droite, il aboutit partout à considérer l'homme comme un pion sur l'échiquier, un n° de série, un animal dans le troupeau, un rouage dans la machine. La grande erreur du prolétariat, c'est de ne pas voir cette évidence et que le triomphe du prolétariat serait seulement le triomphe de quelques chefs et non de la cause populaire proprement dite. La religion seule, bien loin d'être l'opium du peuple, — ce qu'est parfaitement la mystique communiste, — est capable de donner à l'homme l'idée la plus juste et la plus haute de sa dignité.

« Les vertus politiques et sociales, dit le Manifeste que nous commentons, ont un caractère essentiellement moral. Nous agissons trop souvent comme si les activités sociales étaient des activités morales en elles-mêmes, les faits sociaux de simples faits physiques particuliers, qu'il suffit de traiter suivant des lois purement techniques, du moment que notre conduite privée reste soumise aux règles de la morale personnelle. De là ce spectacle absurde et souvent douloureux d'hommes personnellement droits, quelquefois héroïques (car ils ne sont pas tous corrompus), se mettant, dans l'ordre social ou politique, au service de fins et de moyens étrangers à un ordre moral authentique et postulés par le plus candide *machiavélisme...* »

J'avouerai en toute simplicité que la présence de ce mot, ici, me remplit de satisfaction intellectuelle, car mes lecteurs se souviennent peut-être que bien des fois j'ai esquissé ici-même le développement de cette pensée que le grand hérétique des temps modernes n'a été ni Luther, ni Calvin, ni Voltaire ou Rousseau, mais bien Machiavelli. Sans doute, cet homme, cet analyste pénétrant et cynique, n'a pas inventé les pratiques qu'il a réunies pour former le bréviaire des princes d'abord, puis des grands capitaines de la diplomatie et enfin des grands capitaines de l'industrie. Mais c'est lui qui les a synthétisées ; c'est lui qui a fait de la religion un simple département de l'administration. C'est lui qui a inspiré, depuis cinq cents ans, tous ceux que l'histoire répute grands hommes d'Etat, grands conquérants, grands diplomates, et plus tard ou dans le même temps, tous les grands banquiers et un nombre trop considérable de grands industriels. Cela ne veut pas dire que d'illustres diplomates n'aient pas été aussi de grands chrétiens ; l'exemple le plus frappant est Richelieu. Mais en eux Machiavel et le Christ travaillaient côte à côte et comme dans des chambres voisines, séparées par des cloisons étanches. Quand nous analysions (1er mars 1934) l'état d'âme d'un Andrew Carnegie, nous aboutissions à la même constatation : un homme croyant et même, à son sens, pieux, et en même temps passionné de gains matériels. C'est contre de tels exemples qu'il faut rappeler le mot du Christ déjà cité ci-dessus : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent. » Non, il n'est pas possible d'être vraiment chrétien et d'oublier les lois morales de la vie sociale. « La vie sociale veut être tissue suivant les mêmes lois d'intégrité, de justice et d'amour du prochain, qui règlent l'édification morale de notre personnalité. »

C'est parce que les hommes d'Etat ont toujours eu l'habitude d'envisager les problèmes de l'Etat suivant des conceptions purement matérialistes, que la société souffre des maux qui la troublent. La révolution qui s'impose avant toutes les autres est donc la révolution de la conscience, la révolution de l'âme, la révolution de l'esprit, la révolution chrétienne. Tous les problèmes de la politique et de la sociologie ont un aspect moral, qui est le plus profond et le plus important. C'est pour l'avoir méconnu que la politique et la sociologie se trouvent aujourd'hui au bord des catastrophes.

« N'est-ce pas là, en vérité, ce que les Souverains Pontifes n'ont cessé de rappeler au monde, dans leurs sages Encycliques ? Pie XI a pu dire un jour cette parole profonde et triste : « Le plus grand scandale du XIXe siècle, c'est que l'Eglise, en fait, a perdu la classe ouvrière. » Or les chrétiens d'aujourd'hui sont-ils décidés à tout faire pour que ce scandale cesse ? Et comment s'y prendront-ils ? Ecoutez les graves paroles de Pie XI dans *Quadragesimo anno,* au sujet de ceux qui ne craignent pas « d'opprimer les travailleurs par esprit de lucre », et qui parfois « abusant de la vérité elle-même, en cherchant à couvrir de son nom leurs injustes exactions, sont cause que l'Eglise, sans l'avoir en rien mérité, a pu avoir l'air et s'est vue accusée de prendre parti pour les riches. »

Et dans le domaine patriotique, avons-nous su allier à la piété filiale que nous devons au pays de nos ancêtres, un sentiment d'équité et de modération envers les pays voisins ou rivaux ? Avons-nous pour la paix un amour fort et agissant ? Nous sommes ici sur un terrain brûlant. Mais ici comme ailleurs nous tenons la voie droite entre les extrêmes et nous réprouvons les deux sortes d'excès qui sont aussi capables l'un que l'autre de nous conduire au plus funeste conflit : le nationalisme exagéré qui parle constamment d'un recours à la force et qui envisage même, avec quelque complaisance, l'idée d'un anéantissement définitif de l'adversaire, et le pacifisme enfantin et dangereux qui, à force d'humilier la patrie devant les puissances rivales, finit par la désigner comme une proie mûre à toutes les cupidités et à toutes les conquêtes étrangères. Le grand malheur du monde est qu'il n'y a plus de chrétienté, mais seulement des nations chrétiennes. L'unité de l'Eglise est pourtant l'image lointaine de l'unité de l'humanité. De même que tous les catholiques sont frères dans le Christ, ils doivent se proposer d'amener tous les hommes à être frères dans la foi et la paix.

« Sans nourrir la moindre complaisance, dit

le Manifeste, pour l'idéologie humanitaire, qui couvre trop souvent les intrigues de la volonté de puissance, ni pour un certain pacifisme sentimental qui méconnaît les réalités humaines et qui énerve le courage, nous savons que la guerre, dans les conditions du monde actuel, est une perte absolue pour la civilisation, et déclenche des forces de péché et de ténèbres qui empoisonnent pour longtemps l'humanité. »

5° *Pour l'avenir.* — Nous ne nous faisons pas d'illusion. Nous savons bien que la double erreur que nous combattons, l'erreur de la cupidité à droite et l'erreur de la haine à gauche, sont trop invétérées pour être déracinées du jour au lendemain. Nous savons que le monde mettra longtemps à remonter la pente. Et pourtant, « nous ne désespérons pas de l'avenir de la civilisation occidentale. Nous pensons que ses crises sont dues au fait qu'elle a regimbé contre l'aiguillon, mais que, par vocation divine, elle était et demeure appelée, — en tant même que civilisation, — à une réalisation sociale et temporelle des vérités du christianisme. Le communisme n'est que la conséquence et la catastrophe du capitalisme historique ; c'est à la formation d'un ordre temporel conforme à la justice et à la dignité humaine qu'il nous est demandé de travailler. »

Mais il y a une condition préalable à remplir pour que cet ordre soit même concevable. Il ne pourra naître que si l'esprit chrétien renaît et s'impose. Les lois mêmes ne seraient rien sans les mœurs. C'est en faisant des chrétiens, et non pas seulement des chrétiens de surface, mais des chrétiens en profondeur, que nous pourrons contribuer à l'avènement d'un ordre chrétien, d'une cité de Dieu sur la terre. C'est ce que nous ne cessons de redire, ce que nous ne pouvons pas ne pas répéter jusqu'à satiété : propagez l'Évangile. Faites connaître Jésus-Christ au monde. Tâchez de vaincre l'exclusivisme des problèmes matériels qui obsèdent vos ouailles. Introduisez la *Vie de Jésus* dans le plus grand nombre de foyers possible ; demandez qu'on la lise et qu'on la relise. Relancez constamment l'attention sur ce problème capital : tout le reste est relativement accessoire. Une réévangélisation du monde occidental s'impose. Nous avons à notre service l'apostolat de la presse, l'apostolat du livre. Ce sont, peut-on dire, les livres qui ont perdu l'humanité. Ce sera LE LIVRE, le livre unique, le livre vivant, commenté par nos efforts, par nos vies, par notre dévouement, qui sauvera le monde. C'est ce que dit, implicitement, la Déclaration des intellectuels français. Parlant de l'ordre chrétien, elle poursuit en effet : « Qu'un tel ordre puisse surgir, cela même, à vrai dire, préexige une redistribution des forces historiques qui ne fait que s'ébaucher. *Comment en effet pourrait-il s'instaurer si une renaissance chrétienne ne se produit pas au sein des masses populaires et du monde du travail ?* »

Nous avons fait, depuis un demi-siècle, de magnifiques efforts dans le domaine des œuvres de jeunesse notamment. Mais nous nous sommes aussi parfois complu dans les consolations que nous pouvaient apporter de grandes manifestations catholiques extérieures. Ces manifestations sont utiles ; elles ne sont pas le principal. Quand nous avons groupé par centaines jeunes gens ou jeunes filles en de vastes défilés, nous avons frappé un coup sur l'imagination populaire ; mais cela ne peut pas être le signal pour nous du repos et de la quiétude. Ce n'est qu'un commencement : après l'imagination, il faut frapper l'intelligence, conquérir la volonté et le cœur. Il faut prendre racine au plus profond des âmes.

Mais en même temps que nous travaillons à cette reprise des baptisés par l'esprit d'une foi qui, pour un trop grand nombre, n'est plus qu'une routine ou même un vague souvenir, nous devons avoir, sur les problèmes sociaux actuels, des idées justes et précises, pour ne pas exposer la foi à être mise en contradiction avec les réalités sociales ou accusée d'insuffisance dans sa manière d'envisager la vie moderne.

Le libéralisme résumé dans les deux mots fameux : « Laissez faire ! laissez passer ! Le libre jeu des lois économiques contient en lui-même une puissance d'équilibre et de progrès continu, » ce libéralisme-là est considéré universellement comme en faillite. A l'époque où il sévissait, nous ne lui opposions comme remède qu'une idéologie que la Déclaration appelle « paternaliste », en ce sens que nous recommandions au bon patron d'agir en « bon père » pour ses ouvriers, de façon à remédier par la charité privée aux manquements à la justice sociale. Mais cette solution, qui était en réalité un remède, pour ainsi dire, « de bonne femme », n'était même possible qu'au temps de la petite industrie, où le patron pouvait encore avoir des contacts personnels avec tous ses ouvriers ou employés. Elle devient manifestement impossible avec l'organisation anonyme que revêt l'industrie de nos jours.

Comment donc concevoir ce monde nouveau ?

« Indiquons à grands traits ce que nous attendons de lui. Sa structure économique serait purifiée des maux du régime actuel et typiquement différente de celui-ci, non seulement parce qu'elle tendrait à introduire, partout où c'est possible, les modalités de l'association et de la copropriété, — comme le suggère l'Encyclique *Quadragesimo anno*, — et ferait passer le bénéfice des capitaux associés après la juste rémunération du travail, mais aussi, parce que liée, comme toute réforme des institutions humaines, à une réforme des intelligences et des cœurs, elle impliquerait un changement dans *l'esprit* lui-même qui anime l'économie et la marque de son empreinte. »

Qu'est-ce qui prime actuellement dans le domaine économique ? Le dogme de la fécondité de l'argent et de l'accumulation des richesses. Même chez ceux qui parlent de supprimer la propriété et la monnaie elle même, il reste acquis que l'homme n'est qu'une machine à produire et à consommer